

en moins de produits du meilleur marché que nous puissions avoir au monde pour nos produits agricoles, la Grande-Bretagne, envers laquelle notre balance commerciale est favorable en ce moment. L'an dernier nous avions une balance commerciale favorable. Chaque année depuis 1900, notre balance commerciale avait été favorable et nous avons accumulé durant ce temps plusieurs milliards de dollars à ce chapitre. On nous dit pourtant que nous devons acheter des produits ouverts des autres pays afin de pouvoir leur vendre nos produits agricoles.

Nous achetons de la grande république du Sud des produits ouverts fabriqués par ses travailleurs qui consomment de la viande, du beurre et des œufs produits aux États-Unis, et qui nous vendent des produits ouverts pour une somme de plusieurs milliards. Je n'aime pas à trop insister sur les chiffres mais cet état de choses est devenu évident ces dernières années. Tous les honorables députés le savent; le ministre de l'Agriculture, bien qu'il n'ait pas à s'occuper exclusivement de questions agricoles, de même que les autres membres du cabinet s'inquiètent à juste titre en constatant que, chaque jour, nous achetons des États-Unis pour près de trois millions de dollars de plus que nous ne leur vendons. Il s'agit, dans une proportion de 85 p. 100, de produits finis; cette production aide les États-Unis à établir chez eux des marchés pour les produits de leurs cultivateurs.

Depuis des années, j'écoute ceux qui ont une solution à offrir à ce problème. Certaines gens disent qu'il nous faut acheter quand les articles se vendent le moins cher et qu'il nous faut acheter pour vendre. Cependant, monsieur le président, il est très difficile de concilier avec une saine logique financière le fait d'acheter pour trois millions de dollars par jour de plus que nous ne vendons à un pays qui possède le plus gros excédent de produits mêmes que nous avons à vendre.

Voilà ce qui nuit à notre prospérité agricole canadienne. Notre propre marché national absorbe des pommes de terre de l'Est ainsi que notre poisson. Je ne sache pas qu'on puisse appeler le poisson un produit agricole mais il n'en fournit pas moins du travail et des vivres à des Canadiens. Nos gens achètent nos produits laitiers, nos volailles et nos œufs. Ils achètent les produits du bœuf et du porc et une partie de l'énorme excédent de beurre que le ministre de l'Agriculture continue d'accumuler. Mais le gouvernement n'a pas su donner l'exemple en mettant sur pied un sain programme financier.

Puisque nous voulons nous défaire de notre blé, ce n'est pas le moment d'importer des dindes des États-Unis. Nous importons trois fois plus de dindes qu'il y a trois ans. Nous en avons importé assez l'an dernier pour dé-

courager presque tous les éleveurs canadiens. Des citoyens de ma propre circonscription m'ont écrit pour me demander si le gouvernement ferait la même chose l'an prochain, auquel cas ils cesseraient d'élever des dindes. Nous cherchons à vendre du blé et nous importons des dindes qui en ont consommé un million de boisseaux. Si toutes les dindes consommées au Canada étaient produites dans notre pays, elles consommeraient au moins un million de boisseaux de blé. Mais que peuvent bien faire au Gouvernement un million de boisseaux de blé! Comme son regard ne parvient pas à passer au-dessus des piles de blé, il ne peut même pas voir le problème.

Pourquoi le Gouvernement hésite-t-il à faire ce que lui ont demandé de faire ceux qui connaissent cette industrie? Pourquoi hésiter à imposer un droit de 5 ou 10c. la livre aux dindes entrant dans notre pays, alors que les États-Unis, qui exportent chez nous des dindes élevées dans un climat plus chaud et meilleur, ce qui rend l'opération plus facile, impose à nos dindes à nous un droit d'entrée de 10c.? Si le Gouvernement changeait d'avis, personne n'aurait rien à lui reprocher. Pourquoi ne pas laisser tomber les entraves usées du libre échange et venir en aide au moins aux éleveurs de dindes, si on ne veut pas venir en aide aux autres.

Pourquoi aurions-nous besoin d'importer du fromage de pays plus chauds où cette production revient tellement moins cher. J'ignore combien nous en importerons cette année. On passe en douce, parfois, trois millions de livres et, une autre fois, cinq millions. Lorsqu'on cherche à se renseigner, on s'entend répondre qu'il serait contraire à l'intérêt public de communiquer ces chiffres... du moins pas avant que le fromage ne soit mangé. Il en va de ceci comme d'autre chose; impossible de rien tirer du Gouvernement. Peut-être avancerions-nous plus rapidement dans l'examen des crédits, si nous savions un peu ce qui se passe. Depuis mon arrivée au Parlement je n'ai jamais vu un gouvernement si tranquille et si coi à propos de tout. Ce n'est pas étonnant cependant, puisque les membres du Gouvernement sont toujours applaudis lorsqu'ils refusent de répondre.

Nous importons au Canada de la viande en conserve de pays qui peuvent produire la viande à meilleur compte que nous. Nous importons même des conserves de lapin qui viennent supplanter le bœuf dont la production augmente au Canada.

Oui, monsieur le président, cela va beaucoup plus loin que ce qu'on va faire avec une politique des distributrices automatiques pour augmenter les ventes de lait. Cela va beaucoup plus loin que ce qu'on va faire avec une politique du blé qui a déjà coûté